

SAVOIR pour AGIR

1

LE FASCISME

*Promesses
et
Réalités*

PAR
DANIEL GUÉRIN

lsh

LIBRAIRIE DES SCIENCES HUMAINES

DU MEME AUTEUR

(en vente à la Librairie des Sciences Humaines)

LIVRES SUR LE FASCISME

- Fascisme et grand capital (Italie-Allemagne)* 400 fr.
- Quand le fascisme nous devançait (souvenirs et leçons de dix ans, 1930-1940)* 90 fr.
- La peste brune a passé par là... (A bicyclette à travers l'Allemagne hitlérienne, 1933) en réimpression.*

AUTRES LIVRES

- La lutte de classes sous la Première République (1793-1797), 2 vol.* 850 fr.
- Où va le peuple américain ?*
- I. La tyrannie; la révolte ouvrière 600 fr.
- II. La révolte agraire; la révolte nègre 690 fr.
- Au service des colonisés (1930-1953) ..* 750 fr.
- Kinsey et la sexualité 450 fr.*

A paraître :

Un futur pour les Antilles ?

Une remise de 25 % sera faite aux lecteurs de « Savoir pour Agir », sur toute commande de ces ouvrages d'un minimum de 1.500 fr.

Quelques mots

en guise d'introduction

Ami lecteur,

Notre pays, après avoir, par deux fois, été menacé ou terrassé par le fascisme (en février 1934, après la défaite de 1940), se trouve à nouveau en danger.

Un mouvement, à l'origine purement professionnel et apolitique, et qui se flattait de défendre les petits commerçants et artisans contre le fisc, se transforme en un parti politique de tendances nettement fascistes.

À ce moment même où ceux des commerçants qui avaient fondé ce mouvement avec le plus de sincérité désapprouvent son évolution et s'en retirent, d'autres éléments, plus inquiétants, le rejoignent. Les débris éculés du fascisme que recèle hélas notre pays (et qui, depuis la Libération, avaient été réduits à un relatif silence) relèvent la tête, ressortent leurs slogans et leurs ~~matraques~~, et adoptent le nouvel « homme providentiel » : Pierre Poujade.

Et, ce qui est plus grave encore, ce mouvement, qui, à l'origine n'avait vécu que des cotisations de ses fondateurs, dispose soudain de ressources occultes énormes. Une fraction du grand Capital métropolitain, par haine de la classe ouvrière et parce que la perspective d'un rassemblement des forces de gauche la plonge dans une peur panique, commence à subventionner le « poujadisme ».

Les gros colons d'Algérie, menacés dans leurs privilèges féodaux par la Résistance et la prise de conscience nationale du peuple algérien, font eux aussi bénéficiaire de leurs largesses la caisse du petit papetier de Saint-Céré.

Et c'est ainsi que le mouvement Poujade se met à puiser dans le vieux répertoire de l'extrême-droite, à lancer des mots d'ordre antiparlementaires, à verser dans l'antisémitisme, dans un impérialisme anachronique, à se livrer à des violences sur les organisations, les journaux, les militants de gauche.

Il devient un mouvement FASCISTE.

Et, si nous ne lui barrions pas la route, nous risquerions de voir se répéter chez nous le tragique scénario qui, jadis, s'est joué dans des pays voisins.

Si nous laissons faire, un mouvement né à l'origine du malaise et du mécontentement légitime des classes moyennes serait capté par l'adversaire implacable des classes moyennes : le grand Capital. Et celles-ci, victimes d'une odieuse duperie, aideraient à porter au pouvoir un régime qui, une fois installé, s'empresserait de trahir cyniquement ses promesses démagogiques et de renforcer (au lieu de l'abolir) la dictature des trusts.

Ce scénario, mis en scène à Rome et à Berlin, il est nécessaire, ami lecteur, de le faire se dérouler à nouveau devant vous, afin de vous mettre en garde contre le piège similaire que tend aujourd'hui Poujade au peuple de France.

Sans doute les deux pays dans lesquels nous puiserons nos exemples, l'Italie et l'Allemagne,

sont-ils très différents du nôtre. Et comme, au surplus, l'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière, le fascisme que Poujade tenterait d'instaurer en France comporterait sans doute quelques différences par rapports aux précédents d'au-delà des Alpes et d'outre-Rhin.

Mais cette réserve faite, le fascisme est partout et toujours le fascisme, c'est-à-dire une maladie identique à elle-même.

C'est pourquoi, même si vous vous intéressez davantage à ce qui se passe chez nous qu'à ce qui se trame au delà de nos frontières, même si vous êtes moins préoccupé du passé que du présent, les faits que nous allons vous rappeler ici conservent toute leur valeur d'avertissement et méritent que vous leur accordiez toute votre attention.

Ami lecteur, si vous êtes sincère, si vous voulez défendre de bonne foi vos intérêts personnels et ceux des vôtres, qui coïncident d'ailleurs avec ceux de la démocratie française dans son ensemble, nous vous adjurons de méditer les leçons douloureuses de l'Italie et de l'Allemagne fascistes et de ne pas tomber dans le panneau que vous tend, à l'imitation de Mussolini et d'Hitler, l'aprenti-dictateur Pierre Poujade !

1er mars 1956.

P.S. — Notre brochure suivante, qui paraîtra sous peu, sera consacrée à l'étude détaillée du mouvement Poujade. Envoyez-nous vos commandes dès maintenant !

LE FASCISME ET LES CLASSES MOYENNES

De toutes les catégories sociales, les classes moyennes sont celles qui ont tendance à prêter l'oreille la plus attentive aux sirènes fascistes.

Et d'abord, qu'est-ce que les « classes moyennes » ? Les classes moyennes, dont on parle tant aujourd'hui, ce sont les diverses catégories sociales intermédiaires entre la bourgeoisie et la classe ouvrière : petits commerçants, artisans, petits industriels, épargnants et aussi les membres des professions dites libérales : médecins, avocats, ingénieurs, etc. On pourrait rattacher aux classes moyennes les paysans. Mais nous ne nous occupons, pour l'instant, que des classes moyennes *urbaines* et nous consacrerons aux paysans un entretien à part.

Quel est le sort fait aux classes moyennes dans la société actuelle ?

D'abord, les classes moyennes sont victimes de la concentration industrielle et commerciale. Plus les « gros » deviennent puissants, plus les « petits », incapables de résister à leur concurrence ou de supporter leurs conditions draconniennes, sont mis hors de combat ou condamnés à végéter lamentablement ou domestiqués. En particulier, les petits commerçants sont durement touchés par la prolifération des grands magasins, des magasins à succursales multiples, des « prisunic ». En outre, ils sont une proie facile pour le fisc (qui, par ailleurs, se garde de débusquer les trésors clandestins des gros possédants).

Les classes moyennes n'ont donc aucune sympathie pour le grand capital, et le fascisme, pour les conquérir, est obligé de se poser en adversaire du grand capital. Il affirme qu'une fois au pouvoir, il jugulera les trusts, il limitera leur activité, il leur interdira toute concurrence déloyale, il exercera sur eux son contrôle. Il va même jusqu'à parler de leur nationalisation. Avec, il est vrai, ce correctif : les trusts nationalisés seront reconvertis en petites entreprises. Ainsi le programme national-socialiste de 1920 prévoyait que les grands magasins seraient démembrés, leurs divers rayons loués à prix modérés à de petits commerçants.

Aux artisans, aux petits commerçants, en particulier, le fascisme promet des corporations *autonomes*, plus ou moins inspirées de celles du moyen-âge, dans lesquelles ils seront chez eux et qui les défendront contre les gros.

Les classes moyennes sont victimes, également, de l'organisation moderne du crédit. Les grandes banques réservent leurs faveurs aux grandes industries, aux grands magasins, et ne consentent des prêts aux petits qu'au compte-gouttes et à des taux d'intérêts souvent excessifs.

Les petits épargnants, petits rentiers, petits actionnaires sont spoliés par les dévalorisations monétaires, par les agissements des administrateurs de sociétés, par les manœuvres de la spéculation.

Le fascisme affirme qu'il va remédier à cela. Le crédit sera distribué à bon marché, sous le contrôle de l'Etat. Le programme de Mussolini en 1919 promettait la création d'un « organisme national de distribution du crédit ». Les nationaux-socialistes annonçaient des « coopératives de crédit », à base corporative et régionale. Un ami de Hitler, l'ingénieur Feder, plus charlatan

qu'ingénieur, se faisait fort de supprimer l'intérêt de l'argent, d'« abolir l'esclavage de l'intérêt », sans toucher au régime économique actuel basé sur le profit !

Fascistes italiens et allemands promettaient de défendre la petite épargne, de fermer les Bourses, de supprimer « toute espèce de spéculation ».

♦♦♦

Mais il y a loin des promesses aux réalités.

Une fois au pouvoir, le fascisme fait exactement le contraire de ce qu'il avait annoncé. Loin de protéger les petits producteurs contre les trusts, il favorise les trusts par tous les moyens. Il leur consent des exonérations fiscales ; il les encourage à fusionner et à se concentrer davantage : il les aide à enrôler de force les producteurs récalcitrants dans des « ententes industrielles obligatoires » au sein desquelles ce sont les gros qui font la loi. Il renfloue les grandes entreprises en difficultés. Une partie des actions de ces trusts passe ainsi entre les mains de l'Etat ; mais l'Etat n'en profite pas pour les nationaliser, ni même pour les contrôler. Bien au contraire, dès que leur situation s'améliore, il leur restitue à bon compte les actions qu'il détenait. Un exemple : Hitler rétrocéda en mars 1936 au trust des *Acieries Réunies* le paquet d'actions tombé en 1932, par suite de la crise économique et financière, entre les mains du gouvernement allemand.

Au lieu de protéger les petits commerçants contre les grands magasins, le fascisme, une fois au pouvoir, réserve ses faveurs aux grands magasins. Les magasins berlinois Tietz et Karstadt traversaient une crise ; au lieu de limiter leur activité ou de les nationaliser, Hitler les renfloua à coup de millions.

Le fascisme n'instaure pas la justice fiscale. Comme les gouvernements antérieurs, il puise ses ressources dans les poches des « petits » et non dans celles des « gros ».

Le fascisme ne crée pas, pour la défense des classes moyennes, les corporations *autonomes*, qu'il avait promises. Dans les soi-disant « corporations » italiennes, les petits étaient en minorité et, par conséquent, sous la tutelle des gros. Ainsi, dans la corporation de l'Habillement, il n'y avait que trois représentants des artisans sur 43 membres. En Allemagne, savez-vous qui était à la tête de la corporation du Commerce ? Un propriétaire de grand magasin.

Ecoutez encore ceci : le fascisme, tandis qu'il encourage les trusts à vendre à des prix de gros majorés artificiellement, interdit sévèrement au petit commerce d'élever les prix de détail. En Italie, en Allemagne, les boutiquiers indociles virent leur magasin fermé, furent frappés de lourdes amendes ou même jetés en prison.

Le fascisme ne met pas le crédit au service des classes moyennes. Les grandes banques continuent à avoir le monopole de sa distribution et à tenir la dragée haute aux petits producteurs. En Italie, les grandes banques eurent beau être baptisées « banques de droit public », elle restèrent des établissements privés, dirigés par les magnats de la finance. En Allemagne, le Dr Reinhardt, à la fois grand banquier et ministre, déclara : « Le gouvernement ne songe pas à étatiser les banques ». L'une des plus grosses banques, la *Deutsche Bank*, racheta à bon compte le paquet de ses actions détenu par l'Etat et redevint ainsi une entreprise entièrement privée.

Quant aux Bourses, elles demeurent ouvertes et

sont toujours le théâtre de fructueuses spéculations sur le dos des petits actionnaires.

L'Etat fasciste a une drôle de façon de protéger la petite épargne : il multiplie les commandes d'armements à la grande industrie et, pour payer ces commandes, il puise dans les poches des petits épargnants. Comment ? En faisant de l'inflation camouflée. Il déprécie ainsi clandestinement la monnaie nationale et, un jour, les petites gens découvrent le pot aux roses : leurs livrets de caisse d'épargne, les billets de banque enfouis dans leur tiroir, ont fondu comme neige au soleil.

Vous voyez comment le fascisme a tenu les promesses faites aux classes moyennes. Quoi d'étonnant à ce que la déception de celles-ci ait été cruelle ? Un Allemand, appartenant à cette petite bourgeoisie, qui avait cru aux belles paroles de Hitler, exhala ainsi sa rancœur : « Comment nos camarades pourraient-ils penser que le capitalisme, que l'esclavage de l'intérêt sont abattus ? Ils défilent devant des Bourses au fronton couronné, ils lisent dans les journaux bourgeois les bilans interminables et les dividendes... Bien des choses ne sont pas atteintes ». Cette plainte émouvante, les plus audacieux, ceux qui l'ont proférée à voix haute, ont expié tragiquement leur imprudence. En Allemagne le 30 juin 1934, des centaines et des centaines de petits bourgeois en chemise brune furent sauvagement exécutés par les S.S. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient cru aux promesses faites, parce qu'ils avaient constaté avec colère que les trusts demeuraient tout-puissants.

LE FASCISME ET LES PAYSANS

Comme nous l'avons fait pour les classes moyennes urbaines, nous allons voir ce que le fascisme en Italie et en Allemagne, a promis aux *paysans*, de quelle façon il a tenu ses promesses.

Quel est le sort fait aux paysans dans la société actuelle ?

Les paysans, eux aussi, sont victimes des trusts : trusts industriels et trusts bancaires. Ils doivent payer *très cher* aux gros monopoles les engrais, les machines agricoles, etc., dont ils ont besoin. Ils doivent livrer *très bon marché* aux trusts de répartition (trusts du lait, du sucre, etc.) leurs produits. Et ils sont rançonnés par les banques vis-à-vis desquelles ils sont contraints de s'endetter, qui leur prêtent à des taux excessifs et, en cas d'insolvabilité, font vendre leurs biens à l'encan.

Dans les régions où dans les pays où la grande propriété foncière prédomine encore, les paysans sont également victimes des hobereaux : le petit propriétaire ne parvient pas à tirer de sa parcelle exigüe de quoi le nourrir, tandis qu'à côté le châtelain possède d'immenses domaines ; le journalier agricole, le métayer sont durement exploités par leur seigneur et maître.

Pour séduire les paysans, le fascisme doit donc se poser en adversaire à la fois de la *féodalité du sol* et de la *féodalité de l'argent*.

Féodalité du sol : « Les grands domaines se-

ront partagés ! » promet le fascisme. Ce qui signifie : les journaliers agricoles, les métayers accèderont à la petite propriété ; les paysans parcellaires arrondiront leur lopin de terre. Mussolini annonçait en 1921 : « Dans quelques mois, l'Italie entière sera en notre pouvoir... et il nous sera confié le soin d'accomplir l'unique révolution possible en Italie : la révolution agraire, qui doit donner la terre à qui la travaille ». Un journal nazi écrivait en 1933 que « le signal de la révolution agraire » était donné ; révolution qui « fera table rase de conditions de propriété périmées et insupportables ».

Après la féodalité du sol, celle de l'argent : le fascisme promet de protéger les paysans contre les trusts. Les trusts industriels seront jugulés ou, tout au moins contrôlés par l'Etat. En même temps, les prix des produits agricoles seront *revalorisés*, ce qui rendra les produits industriels moins onéreux pour les paysans.

Les gens de la campagne seront également protégés contre les trusts bancaires. Lorsque le fascisme sera au pouvoir, il réduira les dettes agricoles ; un moratoire sera institué, le taux de l'intérêt fortement abaissé ; et, pour empêcher le retour des ventes à l'encan, les biens paysans seront proclamés insaisissables et inaliénables.

*

Mais il y a loin des promesses aux réalités.

Une fois au pouvoir, le fascisme ne touche ni à la féodalité du sol, ni à la féodalité de l'argent.

Pas plus en Italie qu'en Allemagne, les grands domaines n'ont été partagés par lui. En 1936, un journaliste anglais demanda au ministre italien de l'agriculture, Rossoni, pourquoi le fascisme n'avait pas réalisé de réforme agraire ;

et le ministre répondit : « Nous ne pouvons pas confisquer les terres des grands propriétaires fonciers. *Nous sommes des fascistes et non pas des socialistes* ». En Allemagne, le ministre de l'agriculture, Darré, déclara : « D'accord avec le chancelier, je ne toucherai pas à une propriété quelle que soit son étendue... ». Au lieu de profiter de l'endettement des grands domaines pour les partager, le Troisième Reich les renfloua à coups de subventions.

Non seulement les journaliers agricoles n'accèdent pas à la petite propriété, mais leur servitude s'aggrave : ils sont privés de leurs organisations syndicales libres, exclus de l'assurance-chômage ; la durée de leur journée de travail ne connaît plus de limites ; leurs salaires sont réduits au-dessous du minimum vital. Un journal italien, le *Courrier de Padoue*, avoua : « La situation des ouvriers agricoles de notre province pourrait, sans exagération aucune, être qualifiée de tragique ». Le correspondant en Allemagne d'un journal parisien constata : « Ce n'est un secret pour personne que, dans les grands domaines, les ouvriers agricoles sont rétribués d'une façon misérable ». Nombre de ces journaliers tentèrent d'échapper à leur triste sort en affluant dans les villes. Mais ils en furent impitoyablement refoulés, et toutes sortes de systèmes archaïques, notamment la résurrection du salaire en nature, furent mis en œuvre pour les lier à leurs maîtres.

Dans un pays comme l'Italie, où le métayage est encore très répandu, le fascisme enleva aux métayers la plupart des avantages acquis et les condamna de nouveau à des formes d'exploitation moyenageuses.

Les trusts industriels dont est victime le paysan ne sont pas jugulés. Au contraire, le fascisme les renforce, leur permet de rançonner da-

vantage le consommateur rural. En Italie, le trust *Montecatini*, en Allemagne, le trust *I.G. Farben*, qui monopolisent la production des engrais chimiques, firent, sous le régime fasciste, des bénéfices accrus sur le dos des paysans.

Au moins, demanderez-vous, le fascisme revalorise-t-il les produits agricoles ? *Oui*, lorsqu'il s'agit des céréales que les gros agriculteurs sont à peu près seuls à produire pour le marché ; *non*, lorsqu'il s'agit des produits de la petite culture paysanne. Ainsi, en Italie, les encouragements de tous ordres prodigués aux producteurs de blé favorisèrent presque uniquement les grands propriétaires. Quant aux produits du petit élevage (viande, lait, beurre, œufs, fromage), insuffisamment protégés, leurs cours s'effondrèrent avec la crise mondiale, ne laissant plus de marge rémunératrice. En Allemagne, l'État imposa des *prix fixes* pour tous les produits agricoles. Très bien ; mais à qui cela profita-t-il ? Aux hobereaux, gros producteurs de céréales, qui se virent garantir ainsi des cours avantageux. Au contraire, le système des prix fixes, lorsqu'il s'appliqua aux petits paysans, qui, en Allemagne, sont surtout éleveurs, tendit bien moins à revaloriser leurs produits qu'à *freiner la hausse de ceux-ci*.

Si encore le national-socialisme n'avait imposé que des prix fixes ! Mais il obligea aussi les paysans à livrer des *quantités* fixes. Vous imaginez le mécontentement du petit cultivateur contraint d'accroître, au prix de lourdes dépenses, son rendement, afin de pouvoir fournir les quantités de blé imposées ; le mécontentement du petit fermier, mis en demeure de céder une grande partie de son lait aux trusts laitiers, à des prix dérisoires ! Résultat : de nombreux paysans refusèrent purement et simplement de livrer leurs produits ;

et maintes fois, ce fut la police secrète qui sévit durement contre les récalcitrants.

Le paysan, criblé de dettes, n'est pas davantage protégé contre les trusts bancaires. Le national-socialisme ne jugula pas les banques ; il ne réduisit que très légèrement le taux de l'intérêt. Si certaines mesures furent prises, elles le furent seulement en faveur d'une minorité de gros et moyens agriculteurs que le régime voulait s'attacher. Ainsi, les biens de sept à huit cent mille privilégiés (sur cinq millions et demi de paysans allemands) furent proclamés insaisissables et inaliénables ; ainsi, les dettes de quelque soixante mille privilégiés furent réduites ; mais la masse des petits paysans demeura écrasée sous le fardeau de ses dettes, menacée de la vente à l'encan.

Vous voyez comment le fascisme a tenu les promesses faites aux paysans. Quoi d'étonnant à ce que ceux-ci aient eu le sentiment d'être dupés ? Dans *Fontamara*, un livre admirable consacré aux paysans d'Italie et qui est bien plus un récit véridique qu'un roman, l'écrivain Silone nous rapporte ce trait : une brochure de propagande fasciste est distribuée à de pauvres paysans ; ils la lisent ensemble à haute voix. Elle raconte, cette brochure : « En résumé, le pouvoir en régime fasciste, est entre les mains des paysans... Les intérêts des paysans l'emportent sur tous les autres. » Et l'un des assistants, interrompant la lecture, exprime la pensée de tous : « Cette brochure doit avoir été écrite, en manière de caricature, par un ennemi du gouvernement. »

Troisième entretien

LE FASCISME ET LES OUVRIERS

De toutes les catégories sociales, la classe ouvrière est celle qui a écouté avec le plus de méfiance les démagogues fascistes, et qui leur a opposé le plus d'hostilité lorsqu'ils se sont lancés à la conquête du pouvoir.

Pourtant le fascisme a essayé de se concilier les travailleurs, ou, tout au moins, de les neutraliser. Voyons ce qu'il promet à la classe ouvrière et comment il tient ce qu'il a promis.

Quand le fascisme s'adresse au travailleurs, il sait qu'il existe des ouvriers conscients et des ouvriers moins conscients. Les premiers (qui sont d'ailleurs le plus grand nombre) ont compris la nécessité de l'organisation syndicale pour la défense de leurs conditions de vie. Les seconds ne sont pas encore venus à l'organisation syndicale ou même sont réfractaires à l'organisation syndicale. Aux uns et aux autres, évidemment, le fascisme ne tient pas tout à fait le même langage.

Aux ouvriers syndiqués, il promet, de la façon la plus solennelle, qu'une fois au pouvoir il respectera les organisations syndicales, les libertés ouvrières. Les fascistes italiens proclamaient : « Les travailleurs n'ont rien à craindre du pouvoir fasciste. Leurs justes droits seront loyalement garantis ». Les nationaux-socialistes allemands affirmaient de même : « Nous ne songeons pas, bien au contraire, à détruire les syn-

dicats. Non, travailleur, les institutions sont pour nous sacrées et inviolables. »

On ajoute même que les ouvriers, chaque fois qu'ils ne pourront se défendre autrement contre la rapacité patronale, conserveront le droit de grève.

Que raconte le fascisme aux ouvriers moins conscients ? A ceux-là, il dit tout le mal possible de leurs syndicats et il leur propose de *nouvelles* organisations qui, du moins il le prétend, les défendront *mieux* que leurs syndicats.

Et pour les attirer dans ces nouvelles organisations, il trace pour l'avenir les plus séduisantes perspectives : lorsque le pouvoir sera conquis, les nouvelles organisations syndicales fascistes se transformeront en *corporations*. Que veut-il dire par là ? Il veut dire par là que les patrons seront devenus soudain, par un coup de baguette magique, les meilleurs amis de leurs ouvriers, qu'ils feront partie des mêmes syndicats qu'eux, qu'ils daigneront s'asseoir à côté d'eux dans les mêmes réunions, qu'ils les traiteront désormais *sur un pied d'égalité*, en véritables collaborateurs de la production. Bref, on reviendra au bon vieux temps où le maître et son compagnon mangeaient à la même table.

•••

Tout cela est évidemment très alléchant, mais il y a loin des promesses aux réalités.

Une fois au pouvoir, le fascisme manque à toutes ses promesses. Il s'empresse d'interdire et de dissoudre les organisations syndicales cégétistes qu'il s'était engagé à respecter. Il confisque leurs biens, c'est-à-dire les gros sous des travailleurs. Il abolit le droit de grève. Il supprime à

l'intérieur des ateliers les délégués librement élus par le personnel. En un mot, il restitue à l'employeur le pouvoir absolu dans son entreprise. De nouveau, suivant un vieux dicton, *charbonnier est maître chez soi*.

Quant aux nouvelles organisations fascistes, qui devaient défendre les ouvriers *mieux* que leurs anciens syndicats, elles perdent, si elles l'ont jamais eu, tout caractère de « syndicat ». Leur but n'est pas de défendre les intérêts des travailleurs, mais bien plutôt de *paralyser la résistance ouvrière*. En Italie, dans les Confédérations syndicales fascistes, en Allemagne, dans le Front du Travail, les travailleurs, embrigadés de force, n'avaient aucun droit : ils ne pouvaient élire ou contrôler leurs chefs, ils ne pouvaient exprimer librement leurs opinions ; tout au contraire, ils étaient soumis à une surveillance *policière* de tous les instants ; la moindre velléité de lutte de leur part était brisée dans l'œuf, punie de lourdes peines.

Il n'est pas besoin d'ajouter que ces espèces de casernes syndicales ne ressemblent en rien aux corporations idylliques qu'on avait annoncées. Les employeurs n'ont nullement dissous leurs propres organisations pour venir adhérer aux mêmes syndicats que leurs ouvriers. C'est plus que jamais à huis clos et loin de tout regard indiscret qu'ils gèrent leurs affaires. Ils restent pour leurs ouvriers des despotes invisibles et lointains. Mais il leur faut tout de même jeter de la poudre aux yeux : c'est pourquoi ils acceptent de siéger de temps à autre avec des « représentants ouvriers », dans des organismes baptisés, pour les besoins de la cause, « corporations ». Seulement, voilà, ces représentants ouvriers n'ont d'*ouvriers* que le nom. Ce sont, en réalité, des fonctionnaires de l'Etat fasciste, des créatures du patronat.

Vous voulez savoir quel a été le résultat de ce système en ce qui concerne le niveau de vie des travailleurs ? Eh bien, il a été tout simplement *désastreux*. Privé de ses organisations syndicales libres, privé du droit de grève, privé du droit de choisir librement ses délégués, l'ouvrier s'est trouvé sans aucun moyen de défense, à la merci de son patron. Et de fait, en Italie fasciste comme en Allemagne hitlérienne, *les salaires ont été* — le mot n'est pas trop fort — *massacrés*.

Ajoutez que, sur les feuilles de paye, l'employeur prélevait lui-même de fortes retenues pour toutes sortes « d'œuvres sociales » fascistes. Et il faut vous dire aussi que de nombreux chômeurs, enrôlés dans des camps de travail forcé, n'avaient droit qu'à un salaire bien inférieur à celui, déjà très bas, des ouvriers « normaux ».

Quoi d'étonnant à ce que le fascisme n'ait pas réussi à s'attacher la classe ouvrière ? En Italie, Mussolini a dû avouer lui-même : « Je ne peux dire que j'ai avec moi tous les ouvriers... Ils sont d'éternels mécontents ». En Allemagne, les élections à de pseudo-conseils d'usine ont été (bien que « préfabriquées ») un échec si cuisant pour le régime que celui-ci a finalement jugé plus prudent de les supprimer.

LE FASCISME ET LES JEUNES

Pourquoi consacrer un entretien spécial à la jeunesse ?

La jeunesse, cela va de soi, ne constitue pas, comme les classes moyennes, les paysans, les ouvriers, une *catégorie sociale*. Elle mérite pourtant une étude à part : en effet, les jeunes, tous les jeunes, quel que soit leur rang dans la société, ont connu ces dernières années, du fait des difficultés économiques, un sort à peu près identique.

Jadis il n'y avait pas grand'chose de commun entre le jeune étudiant, dont l'adolescence se prolonge artificiellement grâce au soutien de sa famille, et le jeune prolétaire, dès le plus jeune âge intégré dans la production et obligé de soutenir sa famille. On pouvait difficilement parler d'un problème unique de la jeunesse. Il n'en est plus de même à notre époque.

À notre époque, tous les jeunes, *indistinctement*, sont victimes de la paupérisation.

La jeunesse issue des classes moyennes, c'est-à-dire la jeunesse intellectuelle, est doublement frappée : d'une part, les familles, paupérisées ou même ruinées, supportent de plus en plus difficilement les frais d'études ; d'autre part, les jeunes diplômés trouvent devant eux toutes les portes closes : en Allemagne, vers 1930-1932, les candidats aux emplois publics devaient attendre jusqu'à vingt-sept et même trente ans avant que leur demande fût prise en considération : il y

avait deux fois plus de diplômes décernés que de situations offertes.

Quant aux jeunes ouvriers, ils étaient frappés *plus encore* que les ouvriers adultes par le chômage. En Allemagne, en 1932, 26 % des sans-travail avaient moins de 24 ans. La misère régnant au foyer paternel, nombre de jeunes chômeurs étaient réduits au vagabondage.

Vous voyez que le sort du jeune ouvrier en chômage, déraciné, transformé en parasite, ressemble fort à celui du jeune intellectuel sans situation. Une solidarité de l'âge rapproche tous ces jeunes gens réduits à l'oisiveté et au désespoir. Ils s'élèvent contre l'injustice de leur sort ; ils réclament un régime social dans lequel la jeunesse ne soit plus sacrifiée.

Le fascisme excelle à flatter ces aspirations. Il parle aux jeunes un langage capiteux. Il leur promet de vaincre la crise économique dont la jeunesse est la principale victime. Dans la nouvelle Italie ou dans le Troisième Reich, « le Travail aura de nouveau la primauté sur l'Argent ». Et surtout le fascisme exalte l'*autonomie* de la jeunesse ; il s'engage à la défendre contre les adultes, les hommes en place, qui l'empêchent d'entrer dans la carrière. Il prétend s'identifier avec la jeunesse. En conquérant le pouvoir, il donnera le pouvoir à la jeunesse. « Jeunesse, jeunesse, printemps de beauté », chantait l'hymne du fascisme italien. Mussolini a défini le fascisme « la superbe passion de la plus noble jeunesse d'Italie ». Hitler annonça longtemps à l'avance que « les jeunes Allemands seraient un jour les architectes d'un nouvel Etat ». Goebbels tenta de faire passer la révolution nationale-socialiste, pour l'« œuvre de la jeunesse allemande ».



Mais il y a loin des promesses aux réalités. Une fois au pouvoir, le fascisme n'apporte aucune véritable solution au problème de la jeunesse.

S'il résorbe le chômage en enrégimentant les sans-travail dans les usines de guerre, le jeune travailleur demeure beaucoup plus défavorisé que l'ouvrier adulte. En Italie, un accord fut conclu en novembre 1934 entre la Confédération patronale et les soi-disant « syndicats », autorisant le licenciement des jeunes travailleurs ; en Allemagne, le décret du 28 août 1934 permit aux employeurs de congédier les célibataires de moins de 25 ans.

Incapable de résoudre le problème de la jeunesse, le fascisme recourt à des expédients brutaux.

Ne pouvant ouvrir de nouveaux débouchés aux jeunes diplômés, il trouve plus simple de décerner les diplômes au compte-gouttes. En Allemagne, en 1934, le chiffre des étudiants admis à suivre les cours des universités fut réduits de moitié. Des milliers de jeunes se virent interdire les salles de cours, furent privés du bénéfice de la culture. En particulier, les jeunes filles : le chiffre des étudiantes ne devait pas dépasser 10 % du chiffre total des étudiants.

Le fascisme voue la jeunesse au travail forcé, à l'encasernement. En Italie, les jeunes chômeurs furent enrégimentés dans les divers contingents mobilisés en permanence depuis 1934. On les envoya comme « volontaires » sur les champs de bataille d'Ethiopie et d'Espagne. En Allemagne, ils furent expédiés à la campagne comme « auxiliaires agricoles », astreints à trimer comme des bêtes de sommes sur les terres des hobereaux.

pour un salaire de quelques pfennigs. Quant aux filles, elles furent dirigées vers l'« apprentissage domestique », c'est-à-dire mises à la disposition des familles bourgeoises comme « bonnes à tout faire. » sans salaire fixe.

Le fascisme avait promis de rendre à la jeunesse son autonomie, de la libérer du joug des adultes. Mais il ne fait que substituer à l'ancienne gérontocratie civile, une gérontocratie infiniment plus redoutable : celle des généraux. Les organisations fascistes de jeunesse, autonomes au début, dirigées par des jeunes, perdent peu à peu leur autonomie, sont encadrées par des officiers adultes. En Italie, les différentes organisations de jeunesse se transformèrent en associations de préparation militaire sous les ordres et sous le contrôle des chefs de l'armée. En Allemagne, la « jeunesse hitlérienne » subit le même sort. D'organisation privée, elle devint une organisation d'Etat, simple rouage bureaucratique. Son jeune chef, Baldur von Schirach, ne réussit à conserver son poste qu'en exécutant docilement les volontés des généraux.

Et, pour finir, des millions de jeunes gens, la fine fleur de l'Allemagne, furent enrégimentés dans la Wehrmacht, fauchés dans les boucheries de la guerre 1939-1945.

Bien sûr, le fascisme est habile à jeter de la poudre aux yeux. Il tente de dissimuler son vrai visage à la jeunesse. Il la grise avec des manifestations spectaculaires, des discours sonores, des uniformes rutilants. Il fait vibrer en elle la corde patriotique. Mais il ne peut empêcher la déception de gagner les jeunes.

En pleine dictature mussolinienne, en 1934, le socialiste italien Pietro Nenni écrivit, de Paris où il s'était réfugié, que beaucoup de jeunes Ita-

liens *faisaient du socialisme sans le savoir et sans le vouloir.*

Aujourd'hui, les survivants de cette malheureuse génération, aussi bien en Italie qu'en Allemagne, ont, dans leur immense majorité, renié avec horreur le fascisme.

LE FASCISME ET LES TRUSTS

Nous avons vu ce que le fascisme, en Italie et en Allemagne, a promis aux différentes catégories sociales : aux classes moyennes, aux paysans, aux ouvriers et aussi aux jeunes ; comment, une fois au pouvoir, il a tenu ses promesses. Il serait utile maintenant que nous nous demandions — et vous vous êtes peut-être déjà posé la question : *Pourquoi le fascisme ne tient-il pas parole ? Pourquoi fait-il exactement le contraire de ce qu'il avait promis ?*

Je sais ! Certains me répondront sur un ton désabusé : c'est une fatalité de la politique ; aucun parti, dans aucun pays et à aucune époque, n'a réalisé au gouvernement ce qu'il avait placardé sur ses panneaux électoraux. L'explication est un peu sommaire et je vous avoue qu'elle ne me suffit pas.

Le fascisme n'a tenu ses engagements ni vis-à-vis des classes moyennes, ni vis-à-vis des paysans, ni vis-à-vis des ouvriers qui constituent la quasi-totalité du peuple. N'y a-t-il pas une raison plus sérieuse à cela ? N'existe-t-il pas, en marge du peuple, une catégorie sociale, une petite minorité de citoyens dont les intérêts sont en opposition permanente avec ceux de l'ensemble du peuple ? Le fascisme ne serait-il pas, en réalité et en dépit de sa démagogie mensongère, l'instrument de cette petite minorité ?

Regardons d'un peu près, voulez-vous, com-

ment le fascisme est né en Italie et en Allemagne. Les « faisceaux » de Benito Mussolini, en 1919 et au début de 1920, n'étaient que de minuscules organisations peu connues et peu influentes parce que totalement dépourvues de moyens d'action. Presque du jour au lendemain, à partir de l'automne 1920, les faisceaux deviennent riches. Ils disposent soudain de ressources considérables. Et ces ressources leur permettent d'entretenir leurs recrues, de les habiller, de les armer, de les motoriser ; et aussi d'acquérir de puissants moyens de remuer l'opinion. Quelques mois après, aux élections de mai 1921, 35 députés fascistes réussissent à entrer au Parlement.

Le parti national-socialiste d'Adolf Hitler n'était, aux alentours de 1928, de l'aveu d'un de ses chefs, le Dr Goebbels, qu'un ridicule petit mouvement végétant dans l'obscurité et l'impuissance. Il n'avait que 12 députés. Mais soudain, en 1929-1930, il devint riche, si incroyablement riche qu'il put lever une véritable armée de « chemises brunes », entreprendre une formidable campagne électorale, comme on n'en avait jamais vu en aucun pays, et conquérir 107 sièges aux élections législatives du 14 septembre 1930 ! Hitler devait reconnaître par la suite les moyens extraordinaires dont il disposa alors : « Sans autos, sans avions et sans haut-parleurs, nous n'aurions pas conquis l'Allemagne. Ce sont ces trois moyens qui ont permis au national-socialisme une campagne étonnante... » Et il pria ses auditeurs de réfléchir à « ce que cela signifie quand mille orateurs ont chacun une voiture à leur disposition et peuvent tenir en un an cent mille réunions publiques ».

Devant de telles précisions, il n'est pas nécessaire d'avoir l'esprit particulièrement mal tourné pour se poser la question : *d'où vient l'argent ?*

Car ce ne sont pas, vous le pensez bien, les modestes cotisations des petits bourgeois, des paysans, des ouvriers, des jeunes, enrôlés ou égarés dans les rangs fascistes, qui ont pu procurer à Mussolini ou à Hitler de pareilles ressources.

Il faut chercher ailleurs. Il faut soulever le voile de mystère dont les chefs fascistes ont recouvert certaines de leurs relations et certaines de leurs démarches. On sait aujourd'hui qui procura à Mussolini, à l'automne de 1920, les énormes ressources dont nous avons parlé : ce sont les chefs des grands trusts métallurgiques du Nord de l'Italie, les frères Perrone, du trust *Ilva*, Agnelli, de la *Fiat* (pour n'en citer que quelques-uns) et ainsi de grands propriétaires fonciers. On sait aujourd'hui qui procura à Hitler en 1929-1930, les millions de marks qui lui ont permis d'acheter des autos, des avions, des haut-parleurs et de conquérir l'Allemagne. Et, comme par hasard, l'argent vint de la même source qu'en Italie : les bailleurs de fonds de Hitler, ce furent les chefs des grands trusts métallurgiques, les magnats de la région westphalienne, Thyssen Kirdorf, des *Aciéries Réunies* (pour ne citer que ceux-là) et aussi de grands propriétaires fonciers.

En ces messieurs, vous avez reconnu la *féodalité de l'argent* et la *féodalité du sol*. Capitaines d'industrie, grands banquiers, hobereaux, ils sont les ennemis naturels des classes moyennes, des paysans, des ouvriers. Non par méchanceté personnelle (ce peuvent être dans le privé de braves gens) mais parce qu'ils sont prisonniers de leur propre système, parce que la base de ce système est le profit et que leurs profits ne s'accroissent qu'aux dépens des revenus des classes moyennes, des paysans, des ouvriers.

Contre eux, tant que subsiste la démocratie, les diverses catégories sociales qui composent le peuple ont quelques moyens de se défendre : libertés publiques, suffrage universel, droit syndical, etc. Moyens insuffisants, sans doute, pour faire échec aux trusts, mais qui opposent quelques limites à leur appétit illimité. C'est pourquoi les féodaux d'Italie et d'Allemagne, un jour de crise économique sévère, mettant en cause leurs profits, ont voulu priver le peuple de tous ses moyens de défense, afin de le mieux pressurer, et ont opté pour un Etat fort, pour une dictature.

Cette dictature, comment l'ont-ils instaurée ? Ils auraient pu charger des généraux factieux de fomenter un coup d'Etat militaire. Mais, de nos jours, dans les pays où les masses populaires sont évoluées et éduquées, il est extrêmement difficile de fonder sur la seule pointe des baïonnettes un régime politique.

Ils auraient pu également charger les vieux partis conservateurs de leur installer un bon petit régime autoritaire. Mais de moins en moins les classes moyennes, les paysans, les ouvriers se laissent prendre aux formules, usées jusqu'à la corde, de la Réaction. Quiconque aujourd'hui s'avoue de *droite* n'a aucune chance de piper les électeurs.

Alors ils ont essayé d'un nouveau « truc ». Ils ont confié la défense de leurs intérêts à des *réactionnaires déguisés en révolutionnaires*, à des agitateurs sortis du peuple, à des démagogues habiles à parler le langage du peuple, à flatter les aspirations du peuple. L'Etat fort, c'est le plébéien Mussolini, c'est le plébéien Hitler qui le leur a fait. C'est, aujourd'hui en France, le plébéien Poujade qui s'offre à le leur faire.

Vous comprenez mieux, maintenant, pourquoi le fascisme n'a tenu et *ne pouvait tenir* aucune de ses promesses. Mussolini pas plus qu'Hitler n'a conquis le pouvoir pour son propre compte; et la dictature fasciste n'est pas, comme on le croit souvent, une dictature personnelle. Sans doute, en apparence, un homme providentiel, tout-puissant, omniscient, infaillible, mène à lui seul le char de l'Etat. Il aime à dire : « Moi, Ma volonté est la Loi. » Mais il n'est pas aussi *indépendant* qu'il cherche à le faire croire. Il a ses éminences grises. Il est gouverné par ceux qui ont financé son ascension et qui, maintenant, entendent en recueillir les bénéfices.

Le fascisme n'a pas jugulé les trusts, pour une raison bien simple : parce que ce sont les trusts qui l'ont porté au pouvoir, parce que le régime fasciste, c'est *la dictature des trusts*.

LE FASCISME CHEZ NOUS ?

Vous connaissez maintenant le vrai visage du fascisme. Et l'instinct de conservation le plus élémentaire vous fait vous poser la question : *Le fascisme a-t-il quelque chance de succès en France?*

Je vais essayer de vous répondre. Le fascisme n'est pas tout à fait un inconnu chez nous. Il a déjà, si je puis dire, ses états de service. Le 6 février 1934 a été sa date de naissance. A cette époque, les trusts, aux prises avec une crise économique qui menaçait leurs profits, ont éprouvé le besoin de pressurer plus durement le peuple. Utilisant un scandale retentissant, faisant donner à fond la grande presse, ils ont réussi à créer une atmosphère propice à la réalisation de leurs desseins. Et, de fait, les gouvernements issus de l'émeute se sont empressés de mettre en application le plan des trusts : ce fut la *déflation*, de fameuse mémoire. Mais les classes moyennes, les paysans, les ouvriers ont compris qu'ils étaient ensemble les victimes de la « grande pénitence » et ils se sont unis dans le Front Populaire pour faire reculer les trusts, pour barrer la route au fascisme.

Faut-il en conclure que le fascisme n'a plus aucune chance chez nous? Ce serait vendre la peau de l'ours. N'oublions pas que Mussolini et Hitler ont surtout recruté leurs troupes parmi les *classes moyennes* et aussi parmi les paysans.

La Gauche française ne conservera, ou ne regagnera, la confiance des classes moyennes et des paysans, ne les disputera au fascisme que si elle leur apporte un soulagement réel, que si elle les défend effectivement contre les trusts.

On ne fera pas reculer le mouvement Poujade en « boycottant » ses adhérents ou en invalidant ses députés. Au contraire, en agissant ainsi, on ne pourrait qu'envoyer de l'eau à son moulin. Le seul moyen sérieux de mettre en échec le poujadisme, c'est de lui couper l'herbe sous le pied en s'attaquant à ses causes économiques.

Certains s'imaginent, à tort, que les classes moyennes ont peur des mesures radicales et qu'il faut les « rassurer » en mettant de l'eau dans son vin. C'est une lourde erreur. Quand les classes moyennes (d'ordinaire plutôt placides) commencent à « bouger » et à se fâcher, comme ce fut le cas en Italie et en Allemagne, comme c'est le cas aujourd'hui en France, on ne peut les disputer au fascisme qu'avec de l'audace et en faisant vibrer en elles la corde *anticapitaliste*. Pour avoir leur oreille, il faut renoncer aux demi-mesures, aux palliatifs, aux cautères sur jambe de bois. Il faut prendre résolument le bistouri de chirurgien, il faut trancher dans le vif du système actuel (*qui est le véritable et le seul responsable de leurs difficultés, de nos difficultés à tous*), il faut mettre hors d'état de nuire le grand capital.

Un gouvernement de Gauche qui se contenterait, tout comme ses prédécesseurs, de gérer le régime existant pour le compte des trusts, et qui ne donnerait qu'un dérisoire os à ronger aux masses populaires, un gouvernement qui dévaluerait la monnaie, réduirait de ce fait le pou-

voir d'achat du peuple, accélérerait la concentration capitaliste en sacrifiant les « petits » aux appétits des « gros », ne pourrait que décupler les troupes de Poujade et creuser chez nous, en peu de temps, le lit du fascisme.

Nous ne vaincrons Poujade qu'en osant plus que lui :

En relevant de façon substantielle le niveau de vie des masses ;

En mettant fin aux guerres coloniales qui aggravent chaque jour le gouffre du déficit budgétaire ;

En dirigeant le zèle des agents du fisc, aujourd'hui occupés surtout à traquer les petites gens, vers les immenses avoirs clandestins dissimulés à l'étranger par la ploutocratie française ;

En mettant fin au criminel « malthusianisme économique » de nos industriels qui consiste à produire *peu et cher* ; etc. etc.

Dans les conclusions de notre prochaine brochure consacrée au « poujadisme », nous vous exposerons plus en détail les grandes lignes d'un programme économique à la fois *démocratique et antifasciste*.

En conclusion, si nous osons attaquer le grand capital, non seulement nous améliorerons le sort des classes moyennes, des paysans, des ouvriers, mais nous ferons d'une pierre deux coups : les capitaines d'industrie, les hauts banquiers qui, en tous pays, subventionnent le fascisme, seront privés de leurs leviers de commande. Et comme l'argent, nous l'avons vu, est le nerf du fascisme, de même qu'il est le nerf de la guerre, je ne donne pas beaucoup de chances à un fascisme désargenté.

Mais comment mettre hors d'état de nuire le grand capital, comment barrer la route au fascisme ? Un seul moyen : *le rassemblement et l'union de toutes les forces de Gauche* autour de la classe ouvrière, qui, de toutes les forces de la Gauche, est la plus dynamique et la plus puissante.

Avant de terminer, je m'adresse fraternellement à ceux de mes lecteurs que je n'ai pas encore réussi à convaincre. Je m'excuse d'avoir essayé de leur faire partager une vision des choses qui a pu les surprendre, les heurter même. Demain, j'en suis sûr, elle leur deviendra familière. Ils admettront, à leur tour, qu'il faut choisir : *ou nous jugulerons les trusts, ou les trusts nous juguleront*. Le célèbre romancier américain Jack London traçait, il y a déjà longtemps cette sombre anticipation : « Nous tous, nous serons écrasés sous *le talon de fer* d'un despotisme aussi implacable et terrible qu'aucun de ceux dont furent souillées les pages de l'histoire humaine. »

Si vous ne voulez pas être écrasés par le *talon de fer du fascisme*, engagez avec nous, sans tarder, la lutte en direction du socialisme !

FIN

SAVOIR pour AGIR présente

une nouvelle collection de brochures populaires
à bon marché.

Notre but : *instruire* les militants de Gauche
afin de les mieux préparer à l'*action*.

On trouvera dans nos brochures une moisson
de faits précis, exacts, sur les grands problèmes
politiques, sociaux, économiques de l'heure.

Nous écarterons tout ce qui est susceptible de
diviser, nous retiendrons tout ce qui est suscep-
tible d'*unir* les forces de Gauche.

Nous demeurerons toujours sur le terrain con-
cret des réalités.

A un moment où s'engage en France une
course de vitesse entre la Démocratie et la Réac-
tion, entre la Liberté et l'Oppression, nous aide-
rons, par nos textes, les démocrates sincères à
gagner cette course redoutable.

Pour que nous puissions vous aider, aidez-
nous !

SAVOIR pour AGIR

13, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris-5^e

Tél. : DANton 22-19

A PARAÎTRE DANS LA MÊME COLLECTION :

N° 2

LE POUJADISME DÉMASQUÉ

par Manuel Bridier

D'autres brochures suivront sur les sujets suivants :

Le Front Populaire de 1936.

La faillite de la Libération (1944-1945).

Les Jeunes dans la France d'aujourd'hui.

Les structures du capitalisme.

Qu'est-ce que le socialisme ?

Chaque brochure franco de port 75 fr.

Par 10 exemplaires 65 fr.

Par 20 exemplaires 60 fr.

C.C.P. Parisiana S.A.R.L., 13, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris (5^e), 10.735-82.